

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C.C.P. 1248.74 N PARISD 464 BRESIL: SITUATION GENERALE DES CULTIVATEURS

A l'occasion de la future Conférence de Puebla (cf. DIAL D 446) la Commission pastorale de la terre, organisme officiel de l'épiscopat brésilien, a publié un rapport destiné à présenter la situation des petits cultivateurs du pays. Concentration de la terre et prolétarianisation des paysans: tels sont les deux phénomènes qui retiennent aujourd'hui l'attention des observateurs. On se reportera avec intérêt, dans ce rapport, aux données chiffrées illustrant ce double phénomène.

Le problème agraire et son évolution constituent l'un des problèmes fondamentaux de l'Amérique latine actuelle.

ERRATUM: Dans le document DIAL D 446, page 14, ligne 32, il faut lire: "...alors qu'il a déclenché la participation de la base" et supprimer la note 4.

(Note DIAL)

LES TRAVAILLEURS DE LA TERRE
ET LA CONFERENCE DE PUEBLA1- Introduction

Lors de la 2ème Conférence générale de l'épiscopat latino-américain, tenue à Medellin en 1968, il a été prêté particulièrement attention au problème agraire du continent, problème dont la solution passe nécessairement par "une réforme authentique et urgente des structures et de la politique agraire" (document Justice). La proposition résulte de l'analyse des réalités latino-américaines faite par les évêques et leurs assesseurs, en vertu de laquelle les populations des campagnes et des villes sont considérées comme victimes de "l'injustice institutionnalisée" qui se trouve à l'origine des différentes situations de misère.

Qu'a-t-il été fait depuis 1968 pour régler les problèmes des travailleurs de la campagne? Les gouvernants et les élites ont-ils entendu les appels urgents lancés par la conférence des évêques et ont-ils mis en route les réformes suggérées? Et les travailleurs de la terre, qu'ont-ils fait? Dans l'Eglise catholique, qu'est-ce qui a été lancé et mené à bien, au cours des dix dernières années, par rapport aux millions de paysans d'Amérique latine?

Dans ce rapport, nous voulons:

- 1) donner des informations sur la situation des travailleurs de la terre qui sont séculairement prisonniers de structures agraires discriminatoires;
- 2) dégager leurs aspirations profondes;
- 3) et, à partir de l'expérience de la Commission pastorale de la terre, proposer quelques pistes pastorales ^{en} réponse aux besoins analysés. Pour finir, nous relevons les points sur lesquels doit s'arrêter la Conférence de Puebla.

Pour des questions de concision et d'exactitude, nous nous limitons à la réalité brésilienne actuelle. Nous pensons néanmoins qu'il n'est pas difficile d'élargir la réalité présentée ici à l'ensemble des pays latino-américains. Comme il ne nous est pas possible de présenter une analyse du processus historique permettant de comprendre la situation actuelle, nous supposons que le lecteur l'a présente à l'esprit. (1) (Notes en fin de document.)

2- Propriété de la terre et travail des cultivateurs

Toutes les analyses portant sur les données cadastrales d'IBRA-IN CRA (*), de 1967 à 1972, font apparaître les tendances suivantes:

- concentration croissante de la propriété de la terre;
- diminution du nombre des petits propriétaires, des métayers et des fermiers;
- diminution des ouvriers agricoles permanents;
- augmentation significative des ouvriers agricoles temporaires;
- réalité de la faible productivité des grandes propriétés en comparaison des petites propriétés.

Voyons de près quelques données. De 1967 à 1972 il y a eu une augmentation des surfaces occupées de l'ordre de 2,7%, alors que le nombre d'exploitations rurales a diminué de 7,1%. Il y a donc eu concentration. Elle s'est faite au préjudice des paysans expulsés de leurs petites propriétés puisque les minifundia ont diminué de 11% et que les latifundia n'ont pratiquement pas diminué. Le nombre des "entreprises rurales" a également augmenté au cours de cette période, mais la surface qu'elles occupent est relativement petite (2).

Dans le même sens, on constate une augmentation des "ouvriers agricoles temporaires". Au cours de ces cinq années ils sont passés de 3.900.000 à 6.800.000. La plupart d'entre eux sont d'anciens petits propriétaires, métayers ou fermiers qui ont perdu leurs terres et leurs lieux de travail. Les "ouvriers agricoles permanents" ont diminué en nombre, ce qui veut dire que, dans les campagnes brésiliennes, la tendance est à l'utilisation de travailleurs volants, sans contrat fixe, mis à profit aux seules périodes de demande de main-d'oeuvre.

Tout le monde connaît la situation misérable des travailleurs de la terre au Brésil. Mais la misère a augmenté en proportion de l'embauche temporaire. C'est facile à comprendre: la plupart de ces ouvriers agricoles ne peuvent plus habiter dans les domaines car ils sont congédiés ou expulsés. Ils vivent en périphérie des villes où ils "occupent" des terrains sur lesquels ils plantent leurs baraquas. Ils travaillent quand ils peuvent et sont payés en conséquence. Quand ils trouvent du travail, ils doivent voyager des heures durant en camion pour se rendre dans les domaines et en revenir. Comme ils sont nombreux à chercher du travail, les "salaires" quotidiens ou hebdomadaires sont excessivement bas (c'est la raison pour laquelle les grands propriétaires préfèrent ce type de travailleur car ils en profitent pour gagner davantage et pour ne pas appliquer la législation du travail). Il faut, pour être complet, ajouter que par suite de la tendance à la modernisation de l'agriculture, la plupart des ouvriers agricoles restent en fait sans travail, sans salaire, sans lieu d'habitation, sans nourriture, sans rien...

Il faut en outre rappeler, pour prendre la mesure de la gravité de l'exploitation des travailleurs ruraux, qu'il y a plus de cinq millions de mineurs qui travaillent à la campagne et qui prennent évidemment la place des adultes à un coût moindre et avec une capacité de résistance limitée (3).

Par contre, on ne peut pas dire que le Brésil manque de terres à cultiver.

(*) Institut brésilien de la réforme agraire - Institut national de colonisation et de réforme agraire (N.d.T.)

Pour les seuls latifundia, sans compter donc les terres publiques qui représentent encore une superficie importante, nous avons plus de 70 millions d'hectares disponibles et non cultivés (4). Comme l'insistance est mise sur "les grandes entreprises" et sur la modernisation de la production dans les grandes propriétés, sans toucher à la structure de la possession et de l'utilisation de la terre, la majorité des gens se trouvent sans terre, sont expulsés de celles qu'ils ont ou se voient contraints de vendre leurs petites propriétés; c'est le résultat du manque de stimulants et de garanties dans la fixation des prix pour les produits agricoles (5). Ainsi, contrairement aux déclarations des responsables de la politique officielle, la productivité de la terre n'augmente pas ni non plus la production comme telle. Les chiffres sont là: les minifundia qui n'occupent que 13,8% de la surface exploitée ont un rendement moyen de 240,37 cruzeiros à l'hectare, tandis que les latifundia, qui occupent 72,1% de la surface exploitée, n'ont qu'un rendement de 72,20 cruzeiros à l'hectare (6).

Qu'on ne vienne pas non plus dire que les grandes propriétés offrent davantage de possibilités de travail. Au contraire, la même enquête montre que plus la propriété est grande moins elle offre d'emplois. Il est évident que, ou bien on utilise des machines pour ne produire que ce qui est vendable à l'étranger au meilleur prix; ou bien on exploite le bois et on élève un peu de bétail de façon extensive; ou bien on laisse à l'abandon la plus grande partie du domaine dans l'attente d'une valorisation et d'une revente (7).

Enfin, il faut rappeler que la législation brésilienne en vigueur, déjà incomplète et expressément compliquée, n'est pas respectée, surtout à la campagne, tant sur le plan des lois agraires (et agricoles) que sur celui des lois du travail. Les autorités responsables de ce secteur ne font rien, ou si peu, pour la bonne raison qu'elles représentent les intérêts des grands propriétaires, qu'elles défendent et encouragent les mécanismes leur garantissant des profits plus importants et plus faciles (8). De la sorte, l'incitation à l'appât du gain qui transforme les travailleurs de la terre ^{sont} transformés en simple marchandise à louer. Dans la pratique capitaliste agro-pastorale, la valeur de l'homme est moindre que celle de la machine - qu'il faut conserver, et que celle du boeuf - qui est coté sur les marchés.

3- Les espoirs du peuple des cultivateurs

Est-il encore possible de garder espoir après quatre siècles de spoliations, d'exploitations et de migrations forcées? (10). Est-il possible de garder espoir à l'heure où les violences continuent et ont tendance à augmenter, en particulier dans les régions où le courtage véreux sévit autour des terres occupées pacifiquement et de façon productive par les petits cultivateurs sans les métayers et les fermiers? Est-il possible de garder espoir face à la force des maîtres du capital national et multinational qui, avec le soutien direct ou indirect des gouvernants, sont décidés à "acheter" sans bourse délier ou au moindre prix les terres "libres" du pays, au mépris des droits des premiers habitants, indiens ou autres? Est-il possible de garder espoir devant la voracité des maîtres du capital qui, soutenus par la politique agraire officielle, cherchent à prendre les quelques terres aux mains des petits propriétaires?

Les faits sont là: le peuple des paysans, dans la diversité des situations, continue avec patience et obstination à lutter pour un lopin de terre, pour un morceau de pain, pour une maison où habiter; il lutte pour le droit à accomplir sa mission qui est de cultiver la terre pour en tirer ses moyens de subsistance et la nourriture de ses semblables. C'est là l'espoir du peuple, sans aucun doute, la base la plus sûre pour croire en l'avenir, pour préparer des lende-

mains plus justes et plus humains pour l'ensemble de l'humanité. C'est là le fondement historique de la révélation de l'action de Dieu dans l'histoire unique de l'humanité, action de soutien et d'encouragement des hommes à une forme de vie sociale vraiment humaine, sous la signe de la participation libre et joyeuse de chacun, sans discrimination aucune, et permettant à leurs enfants de se réaliser comme personnes et comme humanité.

Mais la patience du peuple des paysans arrive à son terme. Cela se produit au moment où sont en train de disparaître les dernières "terres libres", pratiquement toutes occupées par le capital avide de profit et lui sacrifiant tout et chacun. Quant au peuple, il s'emploie, par sa pratique des dernières années, à réaliser ce que les hébreux avaient obtenu en Egypte: la libération. Mais avec cette différence fondamentale: sa terre est celle-là même où il vit, et non une autre; la Jérusalem des brésiliens c'est le Brésil, et non point la Bolivie ou le Paraguay, ni non plus les périphéries inhumaines des villes. Sa terre promise est la nouvelle société édiflée par lui, dans laquelle les millions d'hectares de terre seront au service de l'ensemble du peuple, tant pour y habiter que pour les travailler et produire ce dont a besoin pour vivre le peuple du Brésil et des autres nations. Mais il est évident que les changements à la campagne ne se produiront qu'en fonction de la transformation de la société dans son ensemble, c'est-à-dire du changement de politique déterminant le mode de fonctionnement de la société.

La pratique des travailleurs de la terre montre qu'ils cherchent à s'unir et à s'organiser. Ils ne veulent plus vivre dans la désunion. Ils ont compris qu'ils ne peuvent plus rester isolés, chacun aux prises avec ses propres problèmes. La force est dans l'union et dans l'organisation des milliers de gens pauvres et faibles. Evidemment, tous ne pensent pas de la sorte ni n'agissent en fonction de cet objectif. Le besoin d'union et d'organisation existe chez tous mais tous n'ont pas trouvé la manière de le mettre en oeuvre. On voit pourtant grandir le nombre et la qualité de ceux qui cherchent les moyens d'arriver à cette organisation comme voie indispensable pour valoriser leur parole et pour participer aux décisions politiques qui déterminent le mode de fonctionnement de la société. En tel endroit, les paysans s'unissent pour défendre les prix à la production. Dans un autre, leur combat vise l'expropriation d'un latifundium. Ailleurs, ils s'organisent pour exiger que la loi soit appliquée et que leurs droits de travailleurs soient respectés. Ou encore, ils s'unissent pour trouver le moyen de se libérer de l'exploitation de leur travail en montant ensemble des entreprises propres. Très souvent, les paysans travaillent ensemble à soutenir des camarades en difficulté dans leur lutte, même si ce n'est pas exactement leur problème. La cause des uns devient ainsi celle de tous et ils apprennent ensemble à se défendre.

Dans tous ces types d'action, le plus significatif est la découverte pratique de l'importance de l'organisation et du rôle du syndicat. Chaque jour voit grandir la volonté et le souci d'obtenir le droit de s'organiser librement, sans contrôle ni domination.

Il s'ensuit que les difficultés, les pressions et les poursuites sont nombreuses pour les paysans. Le nombre des morts augmente. A mesure qu'ils passent à l'action, ils ont davantage besoin de comprendre ce qui se passe, de connaître les lois qui les protègent, d'inventer les méthodes d'action adaptées. Il faut que pour cela ils puissent compter sur la collaboration de personnes ou d'organisations amies. Etant donné que la grande masse des paysans est chrétienne, qu'elle est très souvent maintenue dans la résignation religieuse, mais qu'elle n'en est pas moins fidèle à l'authentique évangile de Jésus, les travailleurs d'

la campagne demandent donc et attendent le soutien de la hiérarchie et du reste de l'Eglise dans leur cheminement. Ils ne veulent pas qu'elle leur impose la route à suivre, mais qu'elle les accompagne.

4- Réponses pastorales

L'action pastorale de l'Eglise s'est toujours exercée à la campagne, particulièrement en Amérique latine. Les diocèses ont, certes, leur siège en ville mais le vrai travail se fait parmi les paysans. A tel point que la majorité des membres du clergé est originaire de ce milieu.

Nous ne pouvons cependant pas dire que les activités pastorales aient toujours répondu aux attentes et aux besoins des populations rurales. En raison des circonstances historiques et par suite de l'imprégnation de l'idéologie dominante, l'action pastorale de l'Eglise s'est trouvée le plus souvent liée aux intérêts des propriétaires terriens, les latifundiaires, avec lesquels l'Eglise vivait en bonne intelligence et dont elle dépendait. La prédication et la catéchèse, très souvent détachées de l'exemple et de la parole de Jésus-Christ, et toujours isolées de la révélation faite à travers les événements historiques, ont consisté en une présentation de normes morales propres à amener le peuple, exploité depuis des siècles et vivant dans la misère, à accepter passivement sa situation misérable. Le fatalisme apparemment naturel des paysans est bien plutôt le fruit de cette action pastorale combinée à d'autres pressions sociales d'ordre idéologique.

Au cours des dernières années et surtout après le concile Vatican II et la Conférence de Medellín, la situation dramatique des populations paysannes a commencé d'être considérée différemment. Les pasteurs cherchent à connaître de façon plus scientifique la situation pour mieux la comprendre: constater comment vit le peuple et découvrir la cause de ses souffrances. L'action pastorale de l'Eglise entre dans une phase de révision sérieuse. Les premiers pas vers une évangélisation plus authentique sont faits dans de nombreuses églises locales. Les mouvements d'Action catholique spécialisée aident considérablement à la découverte de méthodes permettant de dépasser les formes et contenus traditionnels de la catéchèse et de la prédication. Ce sont eux, en particulier, qui invitent à partir nécessairement du peuple lui-même en découvrant et en "formant" des animateurs issus de son sein, comme seule façon de travailler à sa propre libération.

Voici trois ans environ qu'à partir du besoin ressenti par quelques Eglises particulières d'Amazonie brésilienne, était créée la Commission pastorale de la terre (12). Celle-ci n'est pas un nouveau mouvement aux lieux et places d'autres mouvements d'évangélisation. Elle est un organisme de coordination, un instrument "de liaison, de conseil et d'encouragement pour ceux qui travaillent en faveur des paysans" (13). Son objectif essentiel est de créer des liens entre les équipes pastorales locales, pour un inventaire et une étude des réalités vécues par les gens et du travail pastoral correspondant. A partir de là, par un travail d'ensemble et dans une perspective oecuménique et sociale, conjointement avec des membres d'autres Eglises évangéliques (14) et, quand c'est possible, avec d'autres organisations ayant le même objectif - en particulier les syndicaux ruraux, la pastorale de la terre s'applique à soutenir les luttes paysannes pour la défense de leurs droits et la solution de leurs problèmes, et cela grâce à la participation et à la militance des paysans eux-mêmes.

Aujourd'hui, compte-tenu du fait historique et social des migrations engendrées par la politique agraire décrite ci-dessus, la Commission pastorale de la terre possède des relais dans pratiquement tout le territoire national.

Quels sont, à partir de l'expérience acquise, les points essentiels de la pastorale de la terre?

4-1. La première démarche, le point de départ de l'évangélisation, c'est l'analyse du problème de la terre c'est-à-dire du lieu proprement dit où les paysans et leurs familles vivent et travaillent. Cela conduit à examiner avec les cultivateurs eux-mêmes les différentes formes de "propriété" et d'"usage" de la terre existantes à tel endroit, dans telle région; puis à les rattacher aux formes d'appropriation et de travail de la terre existantes au plan national.

4-2. Normalement, quand le contact est établi avec les paysans, ou bien ceux-ci sont déjà regroupés et organisés pour défendre leurs droits et présenter leurs revendications - car, comme nous l'avons vu, ils sont généralement victimes de spoliations à caractère violent; ou bien ils décident de s'unir suite à l'éclairage nouveau venu de l'Évangile qu'ils ont découvert et relu selon son contenu social.

4-3. Les paysans cherchent à agir dans et à travers leur syndicat. Les actions sont diversifiées, conformément aux situations. Mais dans tous les cas l'essentiel est le débat large et pédagogique qui s'ouvre entre camarades. La pastorale de la terre soutient l'action syndicale et accompagne la réflexion de ceux qui s'y engagent car elle estime que le syndicat est l'instrument propre des paysans.

4-4. La pastorale de la terre cherche par tous les moyens à éviter de se substituer à l'initiative des paysans car elle pense que ceux-ci sont les sujets et les acteurs de leur propre libération (16). Parce qu'elle est au service de l'évangélisation, la pastorale de la terre veut provoquer et accompagner - grâce à un approfondissement progressif - la découverte et la compréhension des réalités, et cela à la manière et au rythme des gens de la campagne. En ce sens le travail d'évangélisation est à la fois partiel et permanent. Il ne cherche pas à susciter des "organisations chrétiennes" mais il accompagne les paysans vivant de la foi en Jésus-Christ dans toutes les étapes de leur engagement historique.

4-5. Dans ce cheminement, les paysans exigent que la pastorale de la terre se déclare en leur faveur; ils refusent que, contrairement à l'exemple de Jésus-Christ, elle se mette du côté des riches qui dominent la société. Ils demandent qu'elle soit "d'eux-mêmes" c'est-à-dire pauvre comme eux (17), soucieux d'un monde plus juste et plus humain; ou, du moins, qu'elle mette tout ce qu'elle possède à leur service afin de les soutenir dans leur marche. Plus que bien des agents de pastorale, sans aucun doute, les paysans croient au ciel et attendent la plénitude du Royaume de Dieu, le bonheur auprès du Père. En découvrant que ce royaume commence ici et se construit aujourd'hui, par la libération de toutes les injustices et souffrances (18), les paysans connaissent la joie de l'engagement et même du combat car ils savent qu'en agissant ainsi ils font la volonté de Dieu. Il n'y a pas de dualisme.

4-6. Compte-tenu que l'Église est aussi une institution sociale, existant en tout lieu et dans chaque pays, disposant d'un pouvoir certain et d'une influence réelle, la pastorale de la terre a donné l'occasion de découvrir que ce pouvoir et cette influence doivent être mis au service des plus faibles qui demandent le respect de leurs droits. Et cela non pas pour étouffer les initiatives des paysans mais pour les soutenir, les encourager et les protéger en cas de poursuites. L'un des efforts que les paysans attendent de l'Église c'est

qu'elle attire l'attention de l'opinion publique du pays sur leur situation et leurs besoins et qu'elle appuie leurs revendications. Cela peut se faire par le canal des divers moyens de communication aux mains de l'Eglise et avec la collaboration de la presse du pays (19).

4-7. Enfin, grâce à son expérience de l'information des paysans sur les lois qui "protègent" leurs droits, la pastorale de la terre sort progressivement de l'étroitesse des critères legalistes en matière d'action sociale et de droit dans nos sociétés. Le "juste" n'est-il que ce qui est contenu dans le "légal"? Le droit n'est-il que ce qui est concédé sous forme de loi, ou est-il plus que cela? Par exemple, le droit à la propriété de la terre est, dans la pratique de notre pays, limité à l'argent nécessaire pour l'acheter ou au papier portant "titre de propriété". C'est peut-être légal, ce n'est pas forcément juste. Ce qui serait juste, par contre, c'est que tous ceux qui cultivent la terre et en tirent leur subsistance pour eux et leurs familles aient accès à sa propriété, alors qu'il est injuste d'acheter des terres pour spéculer (20). Le "droit à la propriété" est-il quelque chose sans limite, ainsi qu'il arrive au Brésil où il est permis à un étranger de "posséder" plus de six millions d'hectares; ou bien est-il un droit ouvert à tous et dépendant de la destination sociale de ce "bien commun"? (21)

5- Conclusion: Ce que les paysans attendent de Puebla

Certains d'être fidèles aux espoirs des paysans qui souffrent, nous pouvons dire qu'ils attendent essentiellement des pasteurs de l'Eglise catholique d'Amérique latine réunis à Puebla qu'ils prennent trois attitudes, en fonction de trois impératifs.

5-1. Après avoir constaté que la situation des peuples latino-américains a empiré sous tous points de vue, malgré ou à cause du type de développement imposé à nos nations - développement qui n'a bénéficié qu'à une petite minorité de riches ainsi qu'au capital multinational, suite à une politique basée sur l'exploitation maximale du travail du peuple et sur le contrôle des salaires, et cela grâce à une répression violente et générale des efforts de mobilisation des gens du peuple pour la défense de leurs droits -, l'Eglise ne doit pas mettre son espoir d'un avenir plus humain pour nos pays dans les personnes qui constituent l'élite économique, politique, sociale et militaire du continent, ni ne doit s'adresser à ces personnes pour cela (*).

C'est ce qui avait été fait à Medellín, mais les "invités", loin de suivre le chemin tracé, ont implanté ou renforcé des "modèles" économiques et politiques dont les objectifs et les applications sont contraires aux intérêts des travailleurs et de la majorité de la population. La "doctrine de sécurité nationale" a établi les critères et jeté les bases idéologiques propres à garantir les intérêts des capitalistes, en particulier des groupes multinationaux, ainsi qu'à contrôler les travailleurs. Toute manifestation populaire pour une amélioration des salaires (au Brésil la valeur réelle du salaire minimum, rémunération de base pour plus de 17 millions de travailleurs, est tombée en 1975 de 70% par rapport à sa valeur réelle de 1959) (22), ou pour avoir accès à la terre (au Brésil 0,8% des propriétés totalisent 42% des surfaces tandis qu'on compte 52,3% de propriétés occupant 2,8% des surfaces et qu'il y a plus de 11 millions de paysans avec peu ou pas de terres)(23), toute manifestation de ce genre est immédiatement taxée d'action "subversive" attentatoire à la "sécurité nationale". La répression s'ensuit aussitôt et elle est violente. Il en est de même pour ceux qui soutiennent les travailleurs et qui relèvent de la

(*) Allusion évidente aux déclarations du pape à Bogotá, en 1968, lors de ses discours aux élites sociales et aux paysans à l'occasion du Congrès eucharistique international en Colombie (N&T)

pastorale de l'Eglise. Ils sont nombreux les martyrs de notre Eglise, au cours des dernières années, si l'on compte les indiens, les paysans, les étudiants, les journalistes, etc. avec les prêtres tués à cause de l'évangile et de leur amour pour leurs frères opprimés!

L'heure est venue de faire comme le père de famille de la parabole de Jésus (Luc 14, 15-24): inviter ceux qui sont méprisés des premiers invités puisque ceux-ci n'ont pas été trouvés "dignes". Il faut inviter les paysans, les ouvriers et tous les opprimés du peuple à édifier ensemble une société plus digne des fils de Dieu.

Une telle invitation suppose de la part des pasteurs de l'Eglise catholique qu'ils renouvellent et réaffirment leur confiance dans le peuple, un peuple méprisé mais travailleur. Une confiance dans sa capacité d'entendre et de mettre en pratique la Parole de Dieu et son plan sur l'humanité (cf. Luc 10, 21-24; Luc 8, 21; et Matthieu 12, 48-50). Une confiance dans la force des faibles et des illettrés, tout comme Jésus qui avait choisi parmi eux ses disciples et leur avait confié son Eglise. Il faut affirmer la certitude de la résurrection de l'humanité, dans la conviction que les faibles feront des merveilles "plus grandes encore" que Jésus s'ils ont la foi (Matthieu 21, 21-22). Les seuls à pouvoir élaborer une "modèle de société" qui ne soit pas basé sur l'idolâtrie de l'argent et du pouvoir (cf. Matthieu 6, 24; Marc 10, 17-23) ce sont les opprimés d'aujourd'hui car ils peuvent, en même temps, se libérer de leur situation d'oppression et d'inhumanité, et libérer ceux qui les dominent en détruisant leurs "injustices institutionnalisées".

Avoir confiance dans le peuple en invitant les élites à se couler dans les mêmes exigences évangéliques et en faisant dépendre leur participation à la marche commune de leur changement d'attitude (cf. Luc 19, 1-10), cela signifie définir des pistes de travail pratique, une pastorale privilégiant de fait l'invitation, l'éveil, le compagnonnage permanent et le soutien des engagements nécessaires des travailleurs en tout lieu, dans chaque pays du continent et du monde. Il faut pour cela adopter une méthode de travail pastoral réellement ouverte à la participation, afin que les cultivateurs deviennent les sujets et non les objets de l'évangélisation.

5-2. Il importe de valoriser le travail comme forme de dépassement de la situation actuelle et de construction d'une nouvelle société. En ce sens, il faut condamner comme inhumaine et antichrétienne l'exploitation du travail des ouvriers et des paysans, acheté sur un "marché du travail" au prix le plus bas possible pour une production la plus grande possible et en vue d'un profit le plus élevé possible pour les capitalistes. Il faut condamner un tel mécanisme qui est à la base des actuels "modèles" latino-américains - et occidentaux - de la vie sociale, et en vertu duquel la richesse de quelques-uns s'édifie sur la pauvreté et la misère de la plupart.

Par fidélité, il faut condamner une nouvelle fois l'exploitation de la majorité des "pays sous-développés" par quelques pays riches en flétrissant l'impérialisme et l'internationalisation du mécanisme d'exploitation du travail des ouvriers et des paysans. Dans cette perspective, la voix prophétique est celle qui dénonce et annonce la chute prochaine des pays qui "dépendent" des peuples pauvres pour maintenir leur richesse, leur appétit de consommation et leur pouvoir. Ce ne sont pas les pays pauvres qui dépendent de l'aide des pays riches, mais le contraire. L'avenir de ceux qui exercent la domination n'est pas si dégagé que celui de ceux qui la subissent. Leur situation actuelle les rend aveugles sur leur avenir.

Il est évident qu'une telle prise de position appelle une redéfinition dans

le sens d'un appui donné à la cause et aux mouvements des travailleurs pour leur libération. C'est dans cette perspective que se situe le soutien qu'apporte l'évangélisation aux revendications populaires pour un changement des structures injustes qui sont à la base des modèles actuels de société, à savoir: modification des structures agraires, du type d'industrialisation, des modes d'organisation du travail industriel et du commerce. Cela suppose évidemment une transformation globale des structures politiques et, avec la participation des travailleurs, une nouvelle définition de l'économie, de l'éducation, de la législation, etc. qui sont aujourd'hui sous le contrôle d'une minorité.

5-3 Pour que ces changements puissent se produire, une organisation des travailleurs est indispensable. Aussi est-il nécessaire que l'action pastorale apporte son soutien et ses encouragements aux travailleurs pour qu'ils inventent librement leurs propres formes d'organisation.

En ce qui concerne plus explicitement les paysans, ceux-ci ont besoin d'être soutenus pour pouvoir s'organiser et dire leur mot. Mieux que quiconque ils savent comment la terre doit être distribuée et cultivée. C'est à eux qu'il appartient de dire s'ils veulent que la terre soit aux mains des grandes entreprises, en sachant qu'il ne leur resterait plus alors qu'à vendre leur force de travail comme "bóia-fria" (*), c'est-à-dire comme ouvrier agricole parfaitement disponible, au gré des demandeurs, au tarif fixé par ceux-ci, et au mépris de la législation du travail en vigueur!

En conclusion, il faut que la situation de notre peuple, qui "crie vers le ciel" pour demander des lendemains plus justes et plus humains, trouve dans l'Eglise catholique latino-américaine une réponse évangélique adaptée, condition de la croissance de sa foi en Jésus-Christ. Il faut que la pastorale soutienne l'action du peuple et celle des agents de pastorale qui vivent au milieu des travailleurs et cheminent avec eux. Une réflexion sur ces actions et ces pratiques permettra d'indiquer la voie à suivre: Dieu est vivant au milieu de son peuple et à sa tête, il le conduit vers un avenir plus humain, vers la plénitude. C'est seulement alors qu'il sera possible de découvrir et de révéler la valeur évangélique de tant de vies offertes en martyre, témoins de la béatitude de ceux qui ont faim et soif de justice (Matthieu 5,6 et 10-11).

La pastorale de l'Eglise catholique de notre continent se tromperait si elle basait ses choix sur des apparences c'est-à-dire sur les "ouvertures démocratiques" tant vantées; elle ferait le jeu des groupes dominants qui cherchent uniquement à troquer les dictatures militaires contre d'autres formes de pouvoir garantissant leur hégémonie dans la société; elle renforcerait les mécanismes de l'exploitation et du profit qui sont propres au capitalisme et qui ne supportent aucune participation vraie et libre des travailleurs. Les maîtres du pouvoir ont peur du peuple qu'ils exploitent; c'est pourquoi ils cherchent toujours de nouveaux moyens pour le maintenir sous contrôle et le tromper.

Si l'Eglise veut être le peuple et témoigner l'amour de Jésus-Christ, elle doit faire totalement confiance au peuple travailleur, en combattant avec lui pour qu'il devienne le premier commensal à la table du Royaume de Dieu qui s'édifie dans l'histoire humaine, même s'il faut pour cela que l'Eglise entre en conflit ouvert et radical avec les maîtres du pouvoir. En ce cas, il est bon d'avoir présent à l'esprit la parole de Jésus: "Le serviteur n'est pas plus grand que son maître. S'ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront aussi; s'ils ont surveillé mes paroles, ils surveilleront aussi les vôtres... On vous exclura des synagogues. L'heure vient même où qui vous tuera estimera rendre un culte à Dieu." (Jean 15, 20 et 16,2).

NOTES:

(1) Voir quelques données dans la déposition de Mgr. Moacyr Grechi devant la Commission parlementaire d'enquête, dans SEDOC vol. 10, oct/nov. 1977, Vozes, Petrópolis, pp. 306 à 313. sur la terre

(2) Voici quelques données qui montrent la concentration de la propriété de la terre au Brésil et les conséquences pour les agriculteurs:

a) Distribution de la terre selon la catégorie d'exploitation - INCRA 1972

Minifundium	72 % des immeubles - 12,5% de l'aire		
Entreprise rurale	4,3% "	9,7%	"
Latifundium par exploitation	23,2% "	73 %	"
Latifundium par dimension	0 % (175 exploita.)	4,8%	"

(In "Aspectos da Realidade Agrária", CONTAG, août 1976)

b) Modification de la force de travail à la campagne - IBRA/INCRA - 1967/72

	1967	1972
Petits propriétaires minifundistes	2.700.000 - 25%	2.400.000 - 21%
Métayers, fermiers	2.100.000 - 20%	500.000 - 4%
Ouvriers agricoles temporaires	3.900.000 - 36%	6.800.000 - 60%
Ouvriers agricoles permanents	1.400.000 - 13%	1.200.000 - 11%
Petits propriétaires sans titre	700.000 - 6%	500.000 - 4%
Total	10.800.000 -	11.400.000

(Source: id., ibid., p. 13)

c) Recensement agropastoral - IBGE - 1970/75

	1970		1975	
	nombre de propriétés	Aire	nombre de propriétés	Aires
jusqu'à 10 ha	51,4%	3,1%	52,3%	2,8%
de 10 à 500 ha	47,8%	57,4%	46,9%	54,5%
plus de 500 ha	0,8%	39,5%	0,8%	42,7%

(In bulletin "Combota", n° 26, Assessorar, F. Beltrão, mars:avril 1978)

(3) "Le nombre d'enfants de moins de 14 ans employés dans l'agriculture brésilienne a augmenté de 54,52% entre 1970 et 1975 pour atteindre le total de 4.500.000. La plus grande augmentation de main-d'oeuvre infantile s'est produite dans les régions d'expansion des frontières agricoles: 87% dans le Nord, 82,6% dans le Centre-ouest, 66,88% dans le Sud, et 48,94% dans le Nord-est." (Extrait de "Sinopse Preliminar do Censo Agropecuário", 1975, IBGE - in "Paraná Rural", Curitiba, janvier 1978, p.12 et 13.)

Aujourd'hui, en 1978, les mineurs sont certainement plus de 5.000.000.

(4) "Le minifundium a 18,8% de sa surface constituée de terres utilisables mais non exploitées", tandis que "les latifundia aux surfaces utilisables mais non exploitées représentent 24,5% de la superficie totale qu'ils occupent, ce qui ne représentent pas moins que 70 millions d'hectares". (Commentaires des données de l'INCRA, 1972, in CONTAG, op.cit., p.11)

(5) Voir SEDOC, vol. 10, la déposition de Mgr Moacir Grechi, pp. 304 à 334, et surtout pp. 313 à 317.

(6) Proportion des exploitations par catégorie dans la production (INCRA, 1972)

	Valeur totale	Superficie exploitée	Rendement par hectare en cruzeiros
Minifundium	24,6%	23,3%	240,37
Entreprise rurale	40,7%	14,1%	361,44
Latifundium	34,7%	72,1%	72,20
Pour l'ensemble du Brésil	100 %	100 %	143,83

"Il est intéressant de noter que le rendement du minifundium (240,37 cruzeiros à l'hectare) est 3,32 fois plus élevé que celui du latifundium (72,20 cruzeiros à l'hectare). Il en est de même pour le rendement du métayage (404 cruzeiros à l'hectare) (présenté dans un autre tableau) qui est même supérieur à celui des entreprises rurales (361,44 cruzeiros à l'hectare)." (Cf. CONTAG, op. cit., pp. 17 et 18)

(7) Les données sur le rapport superficie exploitée-emploi se trouvent dans le nouveau cadastre de l'INCRA de 1972. Elles font apparaître que le latifundium emploie 1 personne pour 60 hectares, tandis que le minifundium en emploie 1 pour 7,6 hectares, et les entreprises rurales 1 pour 18,5 hectares (cf. SEDOC, op. cit., pp. 283 et ss).

(8) Sur ce point, voir les dénonciations, documents à l'appui, faites au cours des dépositions devant la Commission parlementaire d'enquête sur la terre, en particulier celles des évêques publiées dans le volume déjà cité de SEDOC, comportant l'analyse des innombrables cas de courtage véreux, de viokences et d'exploitations subies par les paysans du Brésil.

Voir également l'interview de José Gomes da Silva, président de l'ABRA (Association brésilienne de réforme agraire) dans le *Jornal de Brasília* du 29 janvier 1978, pp. 25 à 36, ainsi que les autres interviews qui montrent à l'évidence les compromissions de la politique officielle, par l'intermédiaire du ministère de l'agriculture, avec les grands propriétaires.

(9) FETAEP, "Trabalhador Volante", dépositions de Mgr Agostinho Sartori et du pasteur Gernote Kirinus devant la Commission parlementaire d'enquête sur la terre, in SEDOC, op. cit., p. 430. On peut trouver dans ces dépositions de nombreuses données et analyses des problèmes de la terre et des paysans du Paraná, valables pour tout le sud du pays.

(10) En 1970 les migrants étaient plus de 29.000.000

<u>Migrations:</u>	<u>Nombre</u>	<u>%</u>
Rural/rural	7.558.665	26
Rural/urbain	5.496.298	19
Urbain/rural	1.657.257	6
Urbain/urbain	14.515.228	49
Total	29.222.448	100

(Source: Tabulação especial do Censo Demográfico, 1970 - in SEDOC, op.cit. p.314)

Combien peuvent-ils être aujourd'hui, en 1978? Comment vivent-ils? Pour cela il vaut la peine de lire le reportage de Roberto Hilas: "A dura viagem no trem dos desterrados: A volta dos homens que a cidade usou e jogou fora", dans la revue *Isto É* du 22 mars 1978, n° 65, pp. 58 à 61.

(11) Sur la violence à la campagne voir "Conflitos de Terra no Brasil: Uma Introdução ao Estudo Empírico da Violência no Campo. Período 1971/1976", de L.G. Silva et José Gomes da Silva, in "Reforma Agrária", bulletin de la ABRA de janv/ février 1977. Voir aussi l'abondante matière en ce sens présentée dans les différentes dépositions d'évêques devant la Commission parlementaire d'enquête.

- (12) Voir la publication de la CNBB, collection "Estudos da CNBB" n° 11, intitulée "Pastorale de la terre", éditions Paulinas, São Paulo, 1976.
- (13) Cf. conclusions de la Rencontre des Eglises d'Amazonie légale, Goiânia, 1975, dans Boletim da Comissão Pastoral da Terra, décembre 1975, et dans "Pastoral da Terra", op. cit., da CNBB, pp. 34 et 35.
- (14) Cette collaboration oecuménique est très large, mais elle se manifeste surtout au Paraná où la déposition devant la Commission parlementaire d'enquête sur la terre a été préparée et présentée conjointement par l'évêque de Palmas, Mgr Agostinho Sartori, et par le pasteur G. Kirinus, de l'Eglise évangélique de confession luthérienne.
- (15) Pour connaître les perspectives d'action de la pastorale de la terre, se reporter aux conclusions de la 1ère Assemblée de la pastorale de la terre, dans Boletim da Comissão Pastoral da Terra, n° 13, nov./déc. 1977, pp. 3 et 4.
- (16) Sur ce point il est important d'avoir présent à l'esprit les déclarations du magistère de l'Eglise catholique, des papes aux encycliques de Jean XXIII et de Paul VI, ainsi que les documents du Concile Vatican II, ceux de Medellin et tant d'autres déclarations de l'épiscopat brésilien.
- (17) Mise en pratique de l'expression "Eglise pauvre pour les pauvres" (Medellin "Pauvreté dans l'Eglise") sans cesse répétée, telle que la pastorale soit la concrétisation de la phrase: "C'est l'heure de la parole, mais c'est surtout, avec une urgence dramatique, l'heure de l'action" (Medellin, introduction).
- (18) Cf. Evangelii Nuntiandi, n° 18, 30 et 31; et Gaudium et Spes, 43 et 72 (en particulier).
- (19) Parmi les nombreux exemples de cette façon d'agir dans toutes les régions, nous pouvons citer le comportement pastoral dans le cas de "Fazenda União", dans la prélature de Diamantino, Mato Grosso, largement connu; ainsi que l'action menée à propos des habitants de "Alagamar e Piacas", dans le diocèse de Paraíba, d'après la lettre pastorale de Mgr José Maria Pires du 12 février 1978.
- (20) "Nous affirmons que l'acquisition par l'argent ne peut être la seule ni la principale source du droit de propriété. La nécessité et le travail sont des titres plus nobles et plus légitimes. Celui qui a besoin de la terre y a davantage droit que celui qui n'en a pas besoin. Celui qui la cultive avec amour et en tire sa subsistance est davantage propriétaire que celui qui a de l'argent mais "n'a jamais planté aucun noyau"... On prétend que le droit ne reconnaît comme propriétaire que celui qui l'a acquis à prix d'argent. Il n'y a que lui à avoir un titre légal. Mais il faut aussi reconnaître que tout ce qui est légal n'est pas forcément légitime ou le plus légitime. La campagne des cultivateurs et de leurs organisations de classe vise à faire reconnaître comme légitime le droit provenant de la nécessité et du travail." (Extraits de la lettre pastorale de Mgr José Maria Pires citée plus haut.)
- (21) Varadouro, n° 7, février 1978, Rio Branco, AC, qui cite le journaliste Lúcio Flávio Pinto dans sa déposition devant la Commission parlementaire d'enquête sur la terre, conformément à laquelle la "propriété" du nord-américain Ludwig, celle de Jari, s'étend sur plus de 6.500.000 hectares.

(22) a) "Près de 18.000.000 de travailleurs brésiliens reçoivent actuellement un salaire ne dépassant pas la valeur du salaire minimum (1.106 cruzeiros). Cette donnée ressort d'une des premières études réalisées au titre de l'enquête nationale par échantillonnage de domiciles, enquête menée par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE). Le fait a eu un impact important." (Jornal de Brasilia du 12 mars 1978, p. 9)

b) Evolution du salaire minimum légal et du salaire minimum nécessaire

Date d'augmentation du salaire minimum légal	Valeur du salaire minimum légal*	Valeur du salaire minimum nécessaire**	Différence
1 janvier 1959	5,90	5,90	0
18 octobre 1960	9,44	11,62	2,18
16 octobre 1961	13,22	16,87	3,65
17 janvier 1963	21,00	31,62	10,62
24 février 1964	42,00	61,48	19,48
1 mars 1965	66,00	113,93	47,93
1 mars 1966	84,00	168,68	84,68
1 mars 1967	105,00	236,83	131,83
26 mars 1968	129,60	290,16	160,56
1 mai 1969	156,00	381,55	225,55
1 mai 1970	187,20	444,68	257,48
1 mai 1971	225,60	563,98	338,38
1 mai 1972	268,80	670,71	401,91
1 mai 1973	312,00	865,71	553,71
1 mai 1974	376,80	1.169,09	792,29
1 mai 1974 ***	415,20	1.326,08	910,88
1 mai 1975	532,80	1.470,46 ****	937,66
1 mai 1976	768,00	1.818,47	1.050,47

* en cruzeiros constants

** estimé pour São Paulo

*** prime d'urgence

**** estimation

(Source DIEESE, São Paulo)

c) Sur la base des statistiques salariales de la Fondation Getúlio Vargas: "Entre 1965 et 1973, tandis que les salaires réels pour la moitié des travailleurs de l'industrie de São Paulo baissaient de 10%, ceux de la couche sociale la mieux rémunérée augmentaient de près de 80% et le profit en liquidités des cent plus grandes entreprises du pays triplait en termes réels, c'est-à-dire compte-tenu de la correction monétaire." (Cupertino Fausto, "A Concentração da Renda no Brasil", Viv. Brasileira, Rio de Janeiro, 1976, p. 121, et aussi pp. 103 à 110)

(23) Il faut rappeler ici les données présentées dans la note (1) qui font ressortir le lien existant entre la concentration de la propriété de la terre et l'augmentation des ouvriers agricoles temporaires. Parce qu'elle favorise la concentration de la terre par le moyen des grandes entreprises, grâce à d'absurdes incitations par dégrèvement fiscal, et parce qu'elle contrôle en même temps les revendications paysannes, la politique officielle favorise uniquement et exclusivement les groupes hégémoniques au plan économique et politique.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger: 185 F (voie normale)
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441